

Grande Ile, mais petit poucet ?

Blog Fijery – Ndimby A. – 29/10/09

Madagascar est incontestablement riche de ressources, mais le niveau de pauvreté dans le pays est loin de refléter cette richesse. Dans la plupart des classements internationaux, à part ceux du nombre de lémuriens, caméléons et autres baobabs endémiques, la Grande Ile ne se trouve jamais en haut du tableau. En pleine crise économique mondiale, certains de nos compatriotes, emportés par un patriotisme discutable, ont choisi de sponsoriser, organiser et soutenir un coup d'Etat. Qu'est-ce que cela va changer sur le plan des grands indicateurs ? Les dernières semaines ont été riches de la publication de rapports mondiaux dans divers domaines. Une belle occasion de parler un peu de faits et de chiffres concernant la situation de notre pays, dont la population, selon les derniers calculs de la Banque mondiale, est de 19.110.941 individus pour 2009. Précision utile en réponse à une brillante contribution de la forumiste Madimozely sur le sujet, elle-même répondant à des calculs forts savants mais aussi très faux de la part d'un pseudo-scientifique. Un échange dont je vous conseille vivement la lecture pour étudier la sociologie du forum.

Publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la version 2009 du **Rapport mondial sur le développement humain** place Madagascar à la 145^{ème} place, avec un Indice de développement humain (IDH) de 0,543 (développement humain moyen). De 2000 à 2007, l'IDH de Madagascar est passé de 0,501 à 0,543 (progression de 8%). En comparaison, l'Ile Maurice est 81^{ème} (développement humain élevé), avec un IDH de 0,804, qui était de 0,770 en 2000 (progression de 4%). La progression de l'IDH de Madagascar est donc pour la même période relativement plus importante que celle de Maurice. Rappelons que l'IDH est un indicateur composite dont la valeur est comprise entre 0 et 1 (1 étant la valeur maxi male), et qui reflète la qualité de la santé, de l'éducation et du revenu.

Le **Failed states index 2009** a été publié par Foreign Policy. Classé parmi les pays en danger, Madagascar y est placé à la 68^{ème} place des pays présentant un risque de devenir un *failed state*, avec un score de 81,6 (plus le score est haut, plus le risque est élevé). Tant au niveau du rang que du score, Madagascar progresse vers le haut du tableau, ce qui n'est pas rassurant par rapport au thème : le podium est trusté par la Somalie (114,7), le Zimbabwe et le Soudan. Pour ceux qui s'intéressent au sujet, nous nous permettons de vous recommander la lecture de **l'éditorial** qui alerte sur ce danger qui guette Madagascar. L'Ile Maurice quant à elle est classée au 148ème rang, avec un score de 44,7 points.

Compare Countries

	Score	Madagascar	Mauritius
Category:			
Safety and Rule of Law		62.41	86.96
Participation and Human Rights		66.66	80.71
Sustainable Economic Opportunity		51.88	80.47
Human Development		51.54	83.16

Index Mo Ibrahim : comparaison entre Madagascar et Maurice

Destiné à classer les pays africains en fonction de la qualité de la gouvernance, **l'index Mo Ibrahim** s'est intéressé à 53 pays dans son classement 2009, publié le 5 Octobre 2009 à partir de données collectées de 2007 à 2008. Madagascar se trouve au 13ème rang avec un score de 58,4 sur 100. Avec 82,8 sur 100, l'Ile Maurice se trouve à la tête de ce classement. Une comparaison entre les deux pays sur les quatre grandes catégories montre sans nécessité de commentaires l'écart qui existait entre les deux pays en 2007/2008, lors de la collecte des données.

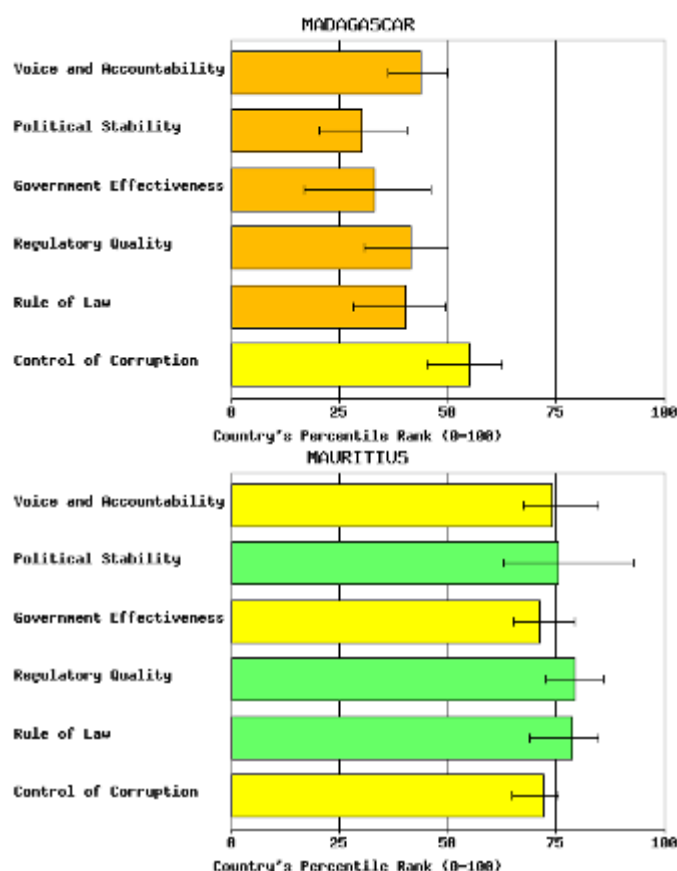
Un autre rapport récemment publié est celui de **Reporters sans frontières**. Cette année, Madagascar perd quarante places et se retrouve au 134ème rang, avec une note de 45,83 (la meilleure note possible étant de 0). Le saccage de tous les médias qui pouvaient servir de base arrière audiovisuelle aux partisans de Marc Ravalomanana lors du fameux Lundi noir (25 janvier), l'assassinat d'un journaliste, et les intimidations

apparentes ou cachées sur la presse ont pesé lourd dans la balance. Madagascar ne précède le Zimbabwe que de deux places. Quant à l'Ile Maurice, elle est à la 51^{ème} place, avec un score de 14.

Sur le plan du revenu, dans son nouveau classement publié en juillet 2009, la Banque mondiale continue à placer Madagascar parmi les pays à faible revenu (PNB/habitant de 410 USD), tandis que l'Ile Maurice est classé au sein des pays à revenus moyennement élevés – *Upper middle income countries* (PNB/habitant de 6.400 USD).

Partant de données collectées entre juin 2008 et mai 2009, le rapport Doing business 2010 destiné à évaluer la facilité d'effectuer des affaires dans 184 pays a été publié le 9 Septembre 2009. Madagascar y est placé à la 134^{ème} place (gain de 10 places par rapport à l'édition précédente), tandis que l'Ile Maurice y pointe à la 17^{ème} place.

Et même s'ils n'ont pas été mis à jour récemment, il est important de rappeler les indicateurs de gouvernance calculés par l'équipe de l'universitaire Kauffmann dans les études Governance matters (1996 – 2008) : *accountability*, stabilité politique, effectivité du gouvernement, qualité de la régulation, état de droit et contrôle de la corruption. Les deux tableaux suivants montrent le rang suivant le percentile de chacun des six indicateurs de gouvernance retenus. Mode de lecture : une barre à 75% signifie que 75% des pays évalués se situent moins bien, et 25% se situent mieux dans le classement.



Que peut-on en conclure ?

Il semble que les chiffres étudiés établissent un lien entre démocratie, stabilité politique, qualité de la gouvernance, revenu et développement humain. Toutefois, et comme nous l'avons déjà évoqué sur le blog Fijery, le développement n'a pas toujours besoin de démocratie pour se mettre en place, mais la démocratie permet une meilleure répartition des richesses, ce qui réduit les frustrations et assure une meilleure stabilité politique. La crise 2009 à Madagascar en est une preuve flagrante : les petites mais réelles avancées effectuées sous Marc Ravalomanana n'ont pas fait le poids face à une impatience de la population, savamment manipulée par l'opposition.

	RSF	IDH	Revenu par habitant (Atlas, PPP)	DB	Mo Ibrahim	Failed State
Période de collecte	2009	2007	2008	Juin 2008 – Mai 2009	2007 / 2008	
Madagascar	45,83 (134ème)	0,543	410 USD	134ème	58,37 (13ème)	68ème
Maurice	14 (51ème)	0,804	6.400 USD	17ème	82,83 (1er)	148ème
Norvège	0,0 (1er ex)	0,971	87.070 USD	10ème	N/A	177ème
Mali	8 (30ème)	0,371	580 USD	156ème	54,54 (20ème)	83ème
Guinée	28,50 (100ème ex)	0,435	390 USD	173ème	40,41 (44ème)	9ème
France	10,67 (43ème)	0,961	42.250 USD	31ème	N/A	158ème
Mauritanie	28,50 (100ème ex)	0,520	840 USD	166ème	50,57 (28ème)	46ème

Le second point à aborder est que malheureusement, le temps souvent mis pour effectuer les calculs et produire les rapports font que les chiffres ne reflètent pas vraiment la réalité au moment où ils sont publiés. Ainsi, dans le tableau ci-après, seul le classement de RSF est fiable, et représente la réalité qui prévaut actuellement à Madagascar du fait de l'action des putschistes. En effet, seuls quelques illuminés considèrent encore que nous vivons les premières étapes de la « première démocratie malgache ». Voir dans la situation actuelle un triomphe de la démocratie est une élucubration qui a une valeur de vesse.

Le dernier point concerne la comparaison que nous pouvons faire avec l'île Maurice. Partis plus ou moins du même point au début des années 1970, les Malgaches et les Mauriciens sont arrivés à des niveaux différents parce qu'ils ont empruntés des chemins distincts. Dans un éditorial il y a quelques mois dans lequel nous abordions les défauts inhérents à notre culture, nous avons déjà décrit quelques points qui peuvent expliquer le miracle économique mauricien et le désastre malgache : la volonté et la capacité d'anticiper les évolutions économiques, une gestion efficace de la cohabitation entre plusieurs groupes ethniques, mais surtout une stabilité politique fondée sur des institutions fortes et servie par des politiciens, qui eux n'ont pas un ego sans scrupule pour accéder et se maintenir au pouvoir.

Selon certaines indiscrétions dans les milieux du textile malgache, c'est actuellement le patronat mauricien qui intercède auprès des autorités américaines pour que Madagascar puisse continuer à avoir accès à l'AGOA. Non pas par soutien envers le pouvoir hâtif, mais juste parce que dans la chaîne de production, le textile mauricien dépend des entreprises de Madagascar, auprès desquelles beaucoup d'opérations de sous-traitance se font. Tout problème affectant le secteur à Madagascar risque donc d'avoir des répercussions à Maurice.

L'état catastrophique actuel de l'économie malgache montre que la classe politique n'a pas hésité un seul instant à sacrifier les entreprises sur l'autel de leurs ambitions. Il sera très intéressant de voir les prochains rapports qui contiendront enfin les données pour 2009, et qui démontreront par les chiffres (si besoin était encore) l'impact de l'action des auteurs du coup d'Etat pour Madagascar.

Mais comme de bien entendu, certains vont encore tenter de nous faire gober que ce n'est pas de leur faute, tandis que leurs griots et autres thuriféraires joueront aux vierges effarouchées pour crier systématiquement au scandale de l'accusation haineuse et injuste. Qu'ils aillent raconter cela aux chômeurs et aux entreprises qui ferment, et dont le nombre augmente jour après jour. Il est trop facile de dire « que ce n'est pas grave » au nom d'une démocratie à l'image d'une certaine place inaugurée en Janvier : du folklore. A l'aube de la rencontre d'Addis-Abeba (prévue du 3 au 5 Novembre), certains devraient réfléchir à cet autre indicateur dont tous se gargarisent : l'ISN (intérêt supérieur de la nation), qui jusqu'à présent ressemble au monstre du Loch Ness. Tout le monde en parle, et personne ne l'a vu.

Commentaire d'un forumiste :

Ce parallèle établi entre Madagascar et l'île Maurice est tout à fait pertinent pour mesurer le chemin parcouru par l'un et par l'autre, et prendre la mesure de l'écart qui s'est creusé depuis les années 70, où nous avons pourtant une similitude de conditions, et pas géographiques seulement quoique cela entre aussi en ligne de compte. De tout ceci, il m'apparaît qu'une de nos grandes défaillances est, comme vous le soulignez clairement, notre incapacité de projection, notre manque de vision prospective qui nous donnerait une certaine souplesse pour nous adapter en permanence aux changements structurels qu'impose le changement accéléré du monde. Et pourtant, nous avons des spécialistes qui connaissent bien leur affaire. L'imprévoyance, le par à-coups (la méthode tip-top, en somme) n'offrent sans doute pas les meilleures conditions pour rebondir bien loin...

Source : <http://fijery.wordpress.com/2009/10/29/grande-ile-mais-petit-poucet/>